

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 29/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEVENNES DECHETS

3 Rue de la Judie
30100 Alès

Références :
Code AIOT : 0018100022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/08/2023 dans l'établissement CEVENNES DECHETS implanté 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré sur le site de Cévennes Déchets le mardi 15 août 2023 au niveau d'un stock d'encombrants (essentiellement des meubles collectés en déchetteries) d'un volume évalué SDIS à 4000 m3 qui a généré un panache important et dont la combustion a provoqué le dégagement de fumées odorantes.

L'inspection a relevé qu'il s'agit d'un évènement accidentel déclenché par un effet loupe consécutif à un rai de lumière solaire à travers un exutoire de fumées en toiture. L'enregistrement vidéo de la caméra de surveillance montre la rapidité du démarrage de l'incendie des matériaux en bois et mousses constituant ces encombrants. L'existence de panneaux photovoltaïques situés en toiture a rendu l'intervention des pompiers délicate. Les émissions de fumées, qui n'ont pas entraîné de

dépassement des seuils de toxicité d'après les mesures effectués par la cellule chimique des pompiers dans l'air ambiant, mais à l'origine de nuisances olfactives ont duré un peu plus de 2 jours.

Une solution avec un grappin télescopique pour sortir les déchets du bâtiment puis les noyer a été mise en oeuvre pour mettre un terme aux émissions d'odeurs qui ont donné lieu à des plaintes d'autant que l'inversion thermique matinale a entravée leur élévation.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgences a été immédiatement pris le 17 août 2023 visant à adopter les mesures pour la gestion du sinistre et de ses suites et à mesurer l'impact environnemental de l'incendie tant dans les compartiments eaux et sols que sous les retombées du panache. Le présent rapport rend compte des constatations faite le 16 août 2023 qui ont amené l'inspection à proposer cet arrêté à la signature de monsieur le préfet et intègre les premiers éléments apportés par l'exploitant au respect de ce même arrêté de mesures d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEVENNES DECHETS
- 3 Rue de la Judie Tamaris 30100 Alès
- Code AIOT : 0018100022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation actuelle est implantée sur le site de l'ancienne usine de la société des Acieries et Forges de Tamaris, repris par la société Fort Tamaris en 1984, et enfin par la société ALTEIRAC (fabricant de matériels de mines et carrières) jusqu'en 1998. L'activité est implantée au nord de l'agglomération alésienne, en continuité immédiate des logements collectifs du quartier des cévennes et à environ 250 mètres à l'est de la rivière « Le Gardon ».

La SCI « La glacière », gérée par M. Denis BOUDON a acquis les terrains concernés par la présente activité sur les parcelles numéros 180, 183, 202, 203, 211, 212, 214, et 225, section D du plan cadastral en vigueur à cette époque, représentant 5,5 hectares .

La société CEVENNES DECHETS a été autorisée, par arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés (D.M.) et de déchets industriels et commerciaux banals (D.I.B.), de transit de déchets industriels spéciaux (D.I.S.) et une plate-forme de compostage de déchets verts.

Les déchets autorisés en centre de tri sont :

- les D.I.B. tels que les métaux, ferrailles, bois, végétaux, plastiques, papiers et cartons ;
- les D.M. tels que les emballages cartons, papiers, bouteilles plastiques, briques alimentaires et boîtes métalliques. Ils proviennent des communes du bassin alésien (25 km autour d'Alès) pour une population de 136000 habitants (Insee 1999);
- les D.I.S. tels que les batteries, peintures, solvants, diluants, fûts métalliques, et plastiques souillés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie du 15 août 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conception et aménagement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.2.1	/	Mesures d'urgence	0 jour
3	Organisation de la maintenance en matière de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.8	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Prévention de la pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 3.4.5	/	Mesures d'urgence	0 jour
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 4.1	/	Mesures d'urgence	7 jours
7	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.3.5	/	Mesures d'urgence	1 mois
8	Rapport d'accident	Décision d'exécution du 15/04/2010, article R.512-69	/	Mesures d'urgence	15 jours
9	Effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.1.1	/	Mesures d'urgence	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque incendie : Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.6	/	Sans objet
4	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie, les premières mesures essentielles ont été prises par l'exploitant. Cependant, il est nécessaire maintenant d'évaluer les conséquences sanitaires et sur l'environnement de ce sinistre, c'est pourquoi un arrêté préfectoral de mesures d'urgences a été pris le 17 août 2023 suite à la présente inspection. L'exploitant a apporté depuis les premières réponses aux mesures de cet arrêté exigibles à date du rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et aménagement de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt partielle de l'activité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent doivent être conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger. En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement, vis-à-vis de la protection des intérêts visés à l'article 1 de la loi 76-633 du 19 juillet 1976, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié. Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents doivent être disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.
Constats : L'état de la zone ayant fait l'objet de l'incendie ne peut plus être exploitée dans les conditions actuelles. Ainsi, hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du centre de transit et de tri doivent être suspendues sur cette zone et notamment l'apport de nouveaux déchets. Il est nécessaire que des dispositions soient prises pour empêcher de tels apports. Les conditions de redémarrage en tout ou partie des activités seront fixées par sous contrôle de monsieur le préfet. Il apparaît par ailleurs nécessaire que l'exploitant assure une surveillance renforcée de son établissement de façon à éviter toute reprise de combustion des déchets impliqués dans l'incendie. C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens: Article 2 : Mesures conservatoires immédiates Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du centre de transit et de tri sont suspendues sur la zone ayant fait l'objet de l'incendie notamment l'apport de nouveaux déchets. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher de tels apports. Les conditions de redémarrage en tout ou partie des activités sont fixées dans les articles suivants. Le redémarrage fera l'objet d'une information préalable du préfet qui pourra faire part de son opposition. L'exploitant assure une surveillance renforcée de son établissement de façon à éviter toute reprise de combustion des déchets impliqués dans l'incendie. A cette fin, il se dote des moyens nécessaires pour détecter puis traiter toute reprise de combustion et si possible pour défourner et noyer partie des déchets encore en combustion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 0 jour

N° 2 : Risque incendie : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant établira des consignes de sécurité que le personnel devra respecter et qui préciseront les mesures à prendre (évacuation, arrêts d'urgence ou fonctions à maintenir, alerte ...) en cas d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement, dans des lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>[...]</p> <p>La surveillance sera assurée par des rondes de sécurité dont la première sera effectuée dans la demi-heure suivant le départ du personnel.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare que le départ de feu est constaté à 17h55 lors de la ronde du gardien, seul présent sur site. L'alarme est donnée auprès de la Direction et des pompiers. L'accueil et le guidage des secours sur site s'effectuent dès 18h15. A 18h30 les salariés venus sur le site déplacent camions et engins TP à l'opposé des bâtiments sinistrés pour éviter des pertes matérielles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation de la maintenance en matière de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.8
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de la maintenance en matière de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention et au maniement des dispositifs de sécurité. L'exploitant doit fixer par écrit les conditions de maintenance, d'essais périodiques des matériels et des dispositifs à mettre en œuvre en cas de sinistre, ainsi que celles relatives à l'information, à la formation et à l'entraînement du personnel dans ce contexte.
Constats : Lors de l'inspection du 15 juin 2022, il a été constaté que l'ensemble des moyens d'intervention en cas d'incendie a été contrôlé et est apparu opérationnel avant la période estivale. Une thermographie par infra-rouge a été faite le 16 mars 2022 Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 13 janvier 2022. Le système de protection contre la foudre a été contrôlé le 4 novembre 2021 L'alarme incendie a été contrôlée le 29 novembre 2021 Les RIA ont été contrôlés le 29 novembre 2021. Les extincteurs ont été contrôlés le 30 novembre 2021. Les poteaux incendie ont été contrôlés le 1er décembre 2021. L'exploitant déclare le jour de l'inspection que les contrôles réglementaires ont été réalisés en octobre 2022, soit moins d'un an avant le sinistre. Cependant, il n'a pas transmis à l'inspection les justificatifs des contrôles réalisés. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.8 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2000.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- 2 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm de diamètre et alimentés de manière à assurer un débit unitaire de 60 m³/h, non situés sous les vents dominants.- La défense intérieure sera assurée au moins par l'installation :<ul style="list-style-type: none">- d'un réseau de R.I.A. - DN 40 - répartis de manière à ce que tout point des locaux à protéger soit atteint simultanément par deux jets de lances ;- d'extincteurs de 6 litres à eau pulvérisée à raison d'un extincteur pour 150 m² ;- d'extincteurs de 2 kg CO₂ à proximité des tableaux et appareils électriques ;- d'extincteurs à poudre de 9 kg à proximité des D.I.S. ;- d'une caisse de 100 litres d'agent neutralisant sec, avec pelle de projection, à proximité de la station de transit des D.I.S..
Constats : Il s'agit d'un évènement accidentel déclenché par un effet loupe consécutif à un rai de lumière solaire à travers un exutoire de fumées en toiture. L'enregistrement vidéo de la caméra de surveillance montre la rapidité du démarrage de l'incendie des matériaux en bois et mousses constituant ces encombrants. Les moyens de détection ont fonctionné mais les dispositifs d'arrosage ne sont pas dimensionnés pour un démarrage d'incendie aussi rapide avec une telle quantité qu'il reste à apprécier au regard de l'autorisation du site, d'autant que le réseau incendie communal s'est révélé insuffisant. En effet, il est apparu qu'en période de sécheresse, les débits des poteaux incendie n'étaient pas suffisants et l'exploitant a mis à disposition du SDIS des citernes d'eau. Enfin, un pompage directement dans le Gardon a été établi. Ce volet relatif au dimensionnement des moyens d'intervention en complément des moyens hydriques devra être considéré dans le cadre de la remise en service de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 3.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures immédiates suite à l'incendies
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux. [...] En cas d'incendie, les eaux d'extinction doivent être confinées sur le site. A cet effet, le sol des ateliers et dépôts de ce type de produits sera aménagé de manière, soit à assurer la rétention des eaux d'incendie, soit à reporter ses eaux vers un bassin de confinement extérieur. Dans ce cas, les organes de commande nécessaire à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. [...]
Constats : Les eaux d'extinction ont été dans un premier temps confinées au niveau de la dalle étanche du bâtiment. La vanne guillotine du réseau d'évacuation des eaux de pluie a été fermée ce qui a eu pour conséquence de faire monter en charge le réseau interne. Par suite, cette eau a été pompée par l'exploitant et confinée dans le nouveau bassin de rétention étanche au niveau de la plateforme ouest du site. C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens: Article 3 : Gestion des eaux d'extinction d'incendie Des opérations de pompage des eaux d'extinction incendie sont réalisées au niveau du bâtiment de stockage des déchets afin d'éviter tout débordement vers le réseau pluvial. Les eaux d'extinction d'incendie sont contrôlées et éliminées dans des filières de gestion adaptées. Pour cela, des échantillons d'eau sont prélevés et analysés. Les bordereaux d'analyse, de pompage et d'élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant a par la suite indiqué avoir procédé à des prélèvements pour analyse des eaux d'extinction et missionné la société Alliance Environnement pour en assurer l'évacuation et le traitement. En attendant cette évacuation qui ne peut se faire qu'après retour des résultats d'analyse afin de déterminer la filière de traitement, les eaux d'extinction ont été pompées pour être stockées partiellement dans des citernes mises à disposition par l'exploitant afin d'éviter une dilution ou un débordement en cas de fortes pluies. Le bordereaux de suivi de déchets seront à fournir dans le cadre de cette évacuation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 0 jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fumées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.</p> <p>Constats : Durant plus de 48 heures, un panache de fumée a été observé au dessus du sinistre. Dans premier temps, une colonne de fumée dense s'est élevée puis à mesure de l'intervention du SDIS, celle-ci est devenue plus diffuse sur les déchets en tas consumés. Les émissions de fumées, qui n'ont pas entraîné de dépassement des seuils de toxicité d'après les mesures effectués par la cellule chimique des pompiers dans l'air ambiant, mais à l'origine de nuisances olfactives ont nécessité des mesures de confinement par précaution du voisinage.</p> <p>C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens:</p> <p>Article 6 – Impact sur l'environnement Afin d'évaluer l'impact de l'incendie sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre dans un délai aussi court que techniquement possible et n'excédant pas une semaine, toutes mesures utiles à l'évaluation de l'ampleur d'une éventuelle contamination via notamment la réalisation de prélèvements dans les milieux ou matrices environnants. En ce sens et a minima, l'exploitant fait procéder par un bureau d'études membre du réseau d'intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de prélèvements adapté dans les zones de prélèvement pertinentes au regard des enjeux en présence, – à des prélèvements complémentaires dans un rayon de 2 km dans la zone impactée par le panache de fumées, – à des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre (zone témoin). <p>En particulier, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – identifie les enjeux/cibles présentes dans les zones de prélèvements suscitées, – définit en conséquence les matrices, notamment sols, eaux superficielles, pouvant induire un risque à très court terme notamment lié à leur ingestion (sols nus, aires de jeux, potagers, cultures, captage d'eau, denrées alimentaires si nécessaire, etc ...), – définit la stratégie de prélèvements (localisation et nombres de prélèvements représentatifs, pour les sols, justification des profondeurs retenues (à minima 0-5 cm et 0-30 cm)). <p>Dans un délai d'une semaine maximum, l'exploitant procède aux prélèvements. Les résultats des analyses et l'interprétation de ce contrôle environnemental sont transmis à l'inspection des installations classées, dès leur réception. D'éventuelles actions complémentaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral en fonction des conclusions de cette phase d'analyse. Les substances suivantes sont recherchées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans les eaux : pH, HCl, HCN, HF, HBr, matières en suspension, DCO, dioxines/furanes, PCB, benzothiazole (CAS 95-16-9), HAP, HCT, BTEX et métaux ; – dans les sols : suies, dioxines/furanes, métaux, BTEX, HCT, HAP et benzothiazole (CAS 95-16-9), – dans les fumées : CO, CO₂, méthane, Acides inorganiques (HCl, HCN, H₂SO₄, HF, HNO₃, H₃PO₄), HAP et AOX, COV, aldéhydes, phtalates, dioxines/furanes et HAP, métaux, mercaptans et

benzothiazole (CAS 95-16-9),.

En cas de non réalisation des mesures, l'exploitant en explicite le motif.

Un bon de commande auprès du bureau d'études APAVE a été transmis le mardi 22 août 2023 à l'inspection. L'APAVE indique que la campagne de prélèvement dans l'environnement a été réalisée le lundi 28 août 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets de l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Expédition Chaque expédition fera l'objet d'un enregistrement similaire. En sus y sera indiqué le destinataire du transport. Un bordereau d'expédition est systématiquement établi. Dans le cas de déchets générateurs de nuisances, il sera conforme aux spécifications de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985. La traçabilité prévue ci-dessus peut être assurée sur tout support matériel pourvu que celui-ci soit fiable.
Constats : Les déchets calcinés ont été extraits des décombres du bâtiment et stockés à l'extérieur sur la dalle étanche nouvellement créé à l'ouest du bâtiment. La pente de cette dalle permet à l'eau de couler en direction du bassin étanche. Ainsi, le SDIS a pu finir d'arroser ces déchets et s'assurer de l'extinction complète de l'incendie. Ces déchets doivent être évacués vers une installation de traitement dûment autorisée après caractérisation suivant les prescriptions de la réglementation applicable. C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens: Article 4 : Gestion des déchets liés au sinistre L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté. Les bordereaux de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées. Un certificat d'acceptation a été signé par la société VEOLIA pour une acceptation des déchets calcinés sur son site de l'ISDND d'Espira-de-l'Agly. L'évacuation doit commencer à compter du lundi 28 août d'après les déclarations de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/04/2010, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident détaillé
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Constats : Par courriel du 18 août 2023, l'exploitant a transmis la notification d'accident suivant le modèle BARPI. Cependant, il est nécessaire d'établir un rapport complet dans les 15 jours en application de l'article R.512-63 du code de l'environnement.</p> <p>C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens:</p> <p>Article 5 – Rapport d'accident</p> <p>L'exploitant est tenu de fournir, sous 15 jours, en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit décrivant a minima en les justifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ; – l'analyse des causes profondes de l'accident : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'évènement , – les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie, – les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs, air...), – les conséquences économiques, – les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures, – l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés, – un échéancier de mise en œuvre de ces mesures. <p>En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2000, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Impact sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les installations doivent être conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement; notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.</p> <p>Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols une ou des substances quelconques ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner des atteintes aux intérêts visés par l'article 1 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des effets incommodants pour le voisinage ; - des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique ; - des dommages à la flore ou à la faune ; - des atteintes à la production agricole ; - des atteintes aux biens matériels ; - des atteintes à la conservation des constructions et monuments ; - des atteintes aux performances des réseaux et stations d'assainissement ; - des dégagements en égout directement ou indirectement de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ; - des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ; - des atteintes aux ressources en eau ; - des limitations d'usage des zones de baignade et autres usages légitimes des milieux. <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ; - réduire les risques d'accident et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ; - assurer l'esthétique du site. <p>Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations doit être au minimum aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.</p> <p>Constats : Les impacts sanitaires et environnementaux de ce sinistre doivent être évalués afin de prendre, si nécessaire, les mesures adaptées pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code l'environnement.</p> <p>C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences n°2023-047-DREAL du 17 août 2023 prescrit en ce sens:</p> <p>Article 6 – Impact sur l'environnement</p> <p>Afin d'évaluer l'impact de l'incendie sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre dans un délai aussi court que techniquement possible et n'excédant pas une semaine, toutes mesures utiles à l'évaluation de l'ampleur d'une éventuelle contamination via notamment la réalisation de</p>

prélèvements dans les milieux ou matrices environnants.

En ce sens et a minima, l'exploitant fait procéder par un bureau d'études membre du réseau d'intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) à :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de prélèvements adapté dans les zones de prélèvement pertinentes au regard des enjeux en présence,
- à des prélèvements complémentaires dans un rayon de 2 km dans la zone impactée par le panache de fumées,
- à des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre (zone témoin).

En particulier, l'exploitant :

- identifie les enjeux/cibles présentes dans les zones de prélèvements suscitées,
- définit en conséquence les matrices, notamment sols, eaux superficielles, pouvant induire un risque à très court terme notamment lié à leur ingestion (sols nus, aires de jeux, potagers, cultures, captage d'eau, denrées alimentaires si nécessaire, etc ...),
- définit la stratégie de prélèvements (localisation et nombres de prélèvements représentatifs, pour les sols, justification des profondeurs retenues (à minima 0-5 cm et 0-30 cm)).

Dans un délai d'une semaine maximum, l'exploitant procède aux prélèvements.

Les résultats des analyses et l'interprétation de ce contrôle environnemental sont transmis à l'inspection des installations classées, dès leur réception.

D'éventuelles actions complémentaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral en fonction des conclusions de cette phase d'analyse.

Les substances suivantes sont recherchées :

- dans les eaux : pH, HCl, HCN, HF, HBr, matières en suspension, DCO, dioxines/furanes, PCB, benzothiazole (CAS 95-16-9), HAP, HCT, BTEX et métaux ;
- dans les sols : suies, dioxines/furanes, métaux, BTEX, HCT, HAP et benzothiazole (CAS 95-16-9),
- dans les fumées : CO, CO₂, méthane, Acides inorganiques (HCl, HCN, H₂SO₄, HF, HNO₃, H₃PO₄), HAP et AOX, COV, aldéhydes, phtalates, dioxines/furanes et HAP, métaux, mercaptans et benzothiazole (CAS 95-16-9),

En cas de non réalisation des mesures, l'exploitant en explicite le motif.

Un bon de commande auprès du bureau d'études APAVE a été transmis le mardi 22 août à l'inspection. L'APAVE indique que la campagne de prélèvement dans l'environnement a été réalisée le lundi 28 août 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

